

POUR LES DROITS DES MIGRANTS

La politique d'immigration conduite par la France et l'Europe dite de "lutte contre l'immigration irrégulière" bafoue les droits fondamentaux: droits économiques, droits à la santé, droits à une vie digne...

Combien de drames humains et de vies ôtées !

Tous les ans dans la seule méditerranée, ce sont des milliers de personnes qui meurent en tentant de rejoindre le continent européen comme à Lampedusa ou à Gibraltar.

Des conditions d'accueil indignes !

Une politique migratoire, discriminatoire aux conséquences graves !

- des jeunes majeur-e-s scolarisé-e-s, expulsé-e-s
- des étudiant-e-s qui ne peuvent terminer leurs études
- des familles condamnées à d'interminables séparations
- des mineur-e-s isolé-e-s abandonné-e-s alors que l'aide sociale à l'enfance a l'obligation de les protéger
- des demandeur-euse-s d'asile éjecté-e-s par la "mécanique" du soupçon
- des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses privées de papiers, contraintes à la clandestinité et au travail non déclaré ou surexploitées

Régularisation: un parcours du combattant !

Obtenir une carte de séjour relève du parcours du combattant : des démarches coûteuses qui peuvent durer de nombreuses années.

Les politiques migratoires menées par les gouvernements successifs et alimentées par des idées reçues sont basées sur le rejet, l'exclusion et l'aléatoire lié au pouvoir discrétionnaire du préfet. Elles bafouent les principes fondamentaux de notre République et les Droits de l'Homme.

Ces politiques ne font que favoriser la montée du racisme et la xénophobie.

L'immigration est une richesse, pas un problème !

Alors que 4 millions de Français-e-s vivent à l'étranger, la France ne reçoit que 200 000 migrants chaque année dont la moitié d'entre eux repartent dans leur pays.

Les travailleurs et travailleuses migrants, comme le reste de la population contribuent à la création de richesses dans des pans entiers de notre économie. Les migrants ne sont pas responsables du chômage et des difficultés économiques que rencontre notre pays qui souffre de l'aggravation des inégalités mais en aucun cas d'une prétendue invasion d'immigrés.

La société Française s'est toujours enrichie économiquement et culturellement de l'apport de l'immigration, sans parler de l'exploitation éhontée des ressources naturelles des pays d'où viennent la plupart des migrants aujourd'hui.

Pour en finir avec cette politique migratoire du chiffre et alors qu'un nouveau projet de loi sur l'immigration va être débattu prochainement à l'Assemblée Nationale, nous exigeons la régularisation de tous les « Privés de PAPIER » ainsi que l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention.

RASSEMBLEMENT LE 25 MARS A 17H30

PLACE SAINT-ETIENNE

devant la Préfecture